

Bonnes nouvelles

(contre la loi travail, pour nos emplois : même combat !)

La semaine prochaine, lundi 18 juillet à 11 heures, se tiendra le prochain Comité de Suivi « Ford », réunion pilotée par le Préfet, avec les pouvoirs publics, des élus locaux et la participation incontournable des dirigeants de Ford Europe.

Nous rappelons que ce Comité fait suite à l'accord du 24 mai 2013, celui qui actait l'engagement de Ford à donner de l'activité à FAI et à maintenir au moins jusqu'en 2018 (pour 5 ans) 1000 emplois minimum, en échange d'aides publiques de quelques dizaines de millions d'euros.

Bon c'est vrai, nous le savons tous, Ford n'a pas respecté sa part du « contrat » alors que de leurs côtés, les pouvoirs publics (Etat, région, département, métropole, ville) ont bien apporté un soutien financier.

Nous savons aussi depuis le mois de mai que les dirigeants de Ford ne se sont pas décidés à apporter de l'activité à FAI après 2018-19, refusant toujours de valider une nouvelle transmission à produire pour succéder à la 6F35.

Nous voilà donc dans une situation précaire, inquiétante car sans visibilité dès maintenant.



Connaissant les méthodes de Ford, sa capacité de manipulation et de mensonge, tout cela est particulièrement préoccupant. Cela signifie qu'à l'heure actuelle, à deux ans environ de la fin des productions actuelles, nous n'avons rien.

Le danger pour l'avenir de l'usine et de nos emplois est une réalité. Il n'y a aujourd'hui aucun élément concret qui pourrait nous convaincre que Ford a prévu d'apporter de l'activité. Tout se passe au contraire comme si les dirigeants jouaient la montre, tâtaient la capacité de riposte des salariés. Sachant que les pouvoirs publics sont particulièrement silencieux et attentistes.

De nombreux collègues voient la menace mais croient inutile de résister, d'autres soulagés voient leur retraite approcher. Résultat, l'ambiance est à la résignation. Pendant ce temps la direction supprime des postes, les compétences diminuent, le travail reste toujours aussi désorganisé, dégradant toujours un peu plus nos conditions de travail. Pourquoi faudrait-il se taire et baisser la tête ? L'avenir c'est à nous de le construire, il faut agir pour que ça change : rendez-vous le 18 juillet !

LOI TRAVAIL : ON REVIENDRA ET ON SERA PLUS NOMBREUX !

Et bien non, ce n'est pas fini ! Certes le gouvernement est à nouveau passé en force avec l'utilisation du 49.3 (bis) pour enfin valider sa loi après 4 mois d'un mouvement social déterminé et profond.

Ultra minoritaire et même discrédité, Valls et son gouvernement sont allés jusqu'au bout de leur politique antidémocratique et antisociale. La contestation de la rue par les grèves, les manifestations, les actions de blocage... et celle d'une majorité de l'opinion publique (voir les sondages), n'auront pas suffi à faire retirer le projet de loi. Mais elles ont fragilisé le gouvernement.

Elles ont surtout permis de relancer le mouvement social, bien fragilisé et affaibli ces dernières années. Elles ont remis au goût du jour les idées de la lutte, l'idée comme quoi il est possible de résister tous ensemble. Et même si pour l'instant on peut dire que le gouvernement s'en sort bien, la mobilisation a montré qu'on pouvait faire trembler le pouvoir et le patronat. Ça s'est vu au travers des déclarations hostiles de Valls, Macron, Gattaz, d'éditorialistes, affichant leur mépris social, leur haine de classe ainsi que leur peur de la colère sociale.

D'ores et déjà, les syndicats ont donné le rendez-vous du **15 septembre avec une nouvelle journée de manifestations et de grève contre la loi travail, pour son abrogation**. C'est clair, il n'est pas question de lâcher car il s'agit tout simplement de la défense de nos droits, du code du travail, de la protection du monde du travail, des emplois, des salaires, des 35 heures...c'est fondamental et pour cela, il nous faut reprendre à plus nombreux, il faut être des millions !

APPEL À RASSEMBLEMENT

LE 18 JUILLET À 11 HEURES

Pour une dernière fois... avant les vacances d'été, notre syndicat appelle à un débrayage pour se rassembler devant le lieu du Comité de Suivi qui se tiendra ce lundi 18 juillet à 11 heures.

Les dirigeants de Ford Europe seront là, avec des représentants de l'Etat, des pouvoirs publics, avec des élus locaux, d'autres encore.

Débrayage à partir de 10h

Rendez-vous à 11h devant la préfecture

SOYONS NOMBREUX, C'EST MIEUX !

SANCTIONS DISCIPLINAIRES INJUSTIFIABLES !

Une contremaître qui prend des jours de mise à pied pour objectifs non atteints, un collègue de l'usine qui prend 5 jours de mise à pied pour raison disciplinaire, des collègues convoqués pour des quotas de production non atteints... du côté du service du personnel, il y a une grosse activité, ça n'arrête pas de sanctionner ou de menacer. Et tout cela, c'est pour des raisons, à notre avis, particulièrement futiles et largement injustifiées.

Mais d'où vient cette boulimie disciplinaire ? Le chef du personnel aurait-elle des objectifs non avoués et non avouables ?

Le premier effet de la multiplication des lettres recommandées et des convocations dans les bureaux de la direction c'est déjà d'intimider, de fragiliser, de faire peur.

Le deuxième effet, en sanctionnant de jours de mise à pied, c'est de réduire les salaires, ce qui revient à être un genre de chômage partiel bien pratique puisqu'en ce moment, il n'y a pas de travail pour

tout le monde. Mais surtout, en licenciant comme cela a été le cas avec 2 collègues récemment (dans des conditions mystérieuses), ou en préparant d'autres licenciements, cela permet aussi d'accélérer la diminution des effectifs. Car nous l'avons tous compris, Ford ne nous prépare rien de bon.

Nous ne savons pas de quoi il retourne pour l'instant mais étant donné les prétextes des sanctions, cela ressemble fort à une dérive de la politique de la direction, à des dérapages répressifs très inquiétants. Il est clair pour nous qu'il ne faut surtout pas regarder et subir sans rien dire.

En fait, nous sommes toutes et tous concernés, directement ou indirectement. La solidarité entre collègue est primordiale. Il faut montrer que nous sommes unis, qu'il est inadmissible de toucher au salaire d'un collègue, encore plus de le virer !

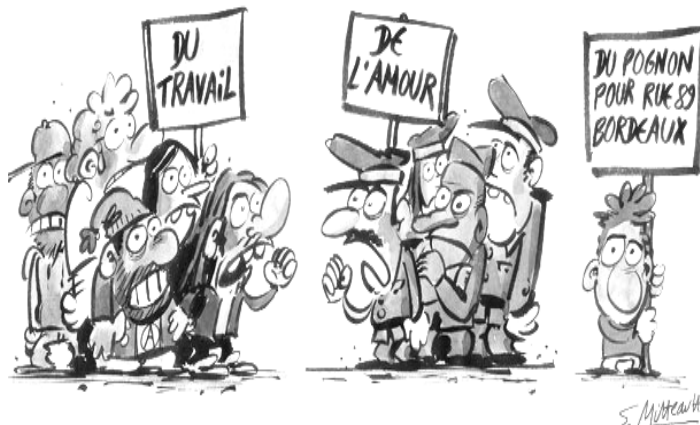
Si nous devons aussi sanctionner pour objectifs non atteints, c'est la direction qu'il faudrait licencier car les 1000 emplois ne sont pas atteints, loin de là !

UN CHÔMAGE PARTIEL DÉGUISÉ

La direction a trouvé un moyen de mettre les salariés en inactivité partielle. Cela s'appelle le congés de dernier moment au volontariat (bien sûr) pour cause de baisse de production soudaine et imprévue.

Résultat, les collègues du carter Fox ont droit à un bonus à partir de ce soir. Les veinards ! Bon, ce n'est pas non plus un cadeau puisque c'est évidemment pris sur le compteur des congés individuels.

Cela montre une fois de plus, l'instabilité de l'organisation du travail et la valeur des prévisions de production données en CE.



SAUVER LE MÉDIA LIBRE « RUE 89 » !

Rue89 est un média internet qui n'appartient à aucun capitaliste, il est indépendant, parle régulièrement des mouvements sociaux dont la lutte chez Ford (voir l'article récent sur la manifestation au Mans).

Pour vivre, ces journalistes ont besoin d'argent et ils ont besoin de nous. Il font appel à nous, aux citoyens, voici le lien pour les soutenir, pour aider financièrement. Vite la limite c'est jeudi 14 juillet :

<https://fr.ulule.com/rue89-bordeaux/>

ÇA CHOME PAS AU SERVICE DU PERSONNEL !



SOUTIEN AUX GRÉVISTES DE LA CLINIQUE RIVE DROITE

La semaine dernière, une délégation du syndicat CGT-Ford est allée soutenir les salarié(e)s en lutte de la clinique rive droite. Le personnel soignant et administratif faisaient grève depuis 8 jours pour leurs conditions de travail et pour leurs salaires.

Il faut savoir que les infirmières gagnent en moyenne 1500 euros, travaillant en équipes successives et en nuit. De plus les effectifs sont souvent insuffisants, les conditions de travail très difficiles (physiquement et psychologiquement).

Il faut savoir aussi que la clinique appartient à un groupe qui en possède 7 autres, lequel distribue des dividendes à ses actionnaires. Le patron Guichard est lui une des grosses fortunes de la région.

Les salarié(e)s faisaient leur première grève et découvriraient qu'il était possible de se rebeller, de se défendre collectivement, de se faire craindre d'une direction arrogante. Même si elles n'ont pas obtenu complètement satisfaction, elles ont gagné tout de même une augmentation de salaire supérieure... en plus de la confiance et du moral pour la suite.